

À l'attention du directeur de l'information :

ÉCR - « David contre Goliath » en Cour suprême

MONTREAL, le 21 oct. 2010 - La Cour suprême du Canada a accepté d'entendre la requête des parents de Drummondville qui s'opposent à l'imposition obligatoire par l'État du cours d'éthique et culture religieuse (ÉCR) pour tous les enfants du Québec, de la première année du primaire à la cinquième année du secondaire.

La Coalition pour la liberté en éducation (CLÉ) se réjouit de cet accueil favorable qui permettra de débattre du fond d'une question cruciale : qui est responsable en dernière analyse de l'éducation morale et philosophique des enfants, les parents ou l'État ?

C'est pourquoi la CLÉ appuie ces parents convaincus qui ont le courage d'aller jusqu'au bout. Le président de la CLÉ, Sylvain Lamontagne, affirme que « ce programme obligatoire brime le droit fondamental de liberté de conscience et de religion, en imposant ce que certains sociologues qualifient même d'endoctrinement. »

« Nous espérons que la Cour suprême reconnaîtra le droit des parents du Québec, d'être les premiers éducateurs de leurs enfants et ce, en permettant l'exemption d'enseignements qui vont à l'encontre d'un droit fondamental inscrit dans le préambule même de la Loi sur le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport », précise le porte-parole de la CLÉ, Richard Décarie.

Cette perte de droit fondamental des parents, comme premiers éducateurs de leurs enfants, est unique au Canada mais risque de faire jurisprudence incitant d'autres provinces à suivre le mauvais exemple du Québec.

La CLÉ affirme que l'imposition par l'État d'un programme unique d'éthique et de culture religieuse à tous les élèves des niveaux primaire et secondaire - autant au public qu'au privé -, sans aucune exemption, outrepassse les pouvoirs légitimes du gouvernement et bafoue la liberté de conscience et de religion proclamée par la Charte canadienne (article 2a).

Les Québécois sont fortement attachés à la liberté de choix en éducation, comme deux sondages Léger-Marketing successifs l'ont indiqué. « Il est regrettable que l'entêtement du gouvernement Charest à ne pas accorder le droit d'exemption aux parents et enseignants, alors que ce droit est prévu dans la Loi, oblige une famille de Drummondville d'en appeler jusqu'à la Cour suprême ; nous aurions préféré que cette affaire se règle plus tôt dans le respect des droits des parents », affirmait en terminant M. Lamontagne.

La Coalition pour la liberté en éducation soutient les parents dans leurs démarches de demande d'exemption auprès des commissions scolaires du Québec ; les détails sont disponibles au www.Coalition-CLE.org Des dons peuvent également être effectués pour soutenir financièrement les familles dans leur quête de justice.

- 30 -

Pour information : Richard DÉCARIE, porte parole
Téléphone : 514-464-5930 ou 514-772-9205
www.Coalition-CLE.org